Document de travail

Notes et analyses de l'ITCEQ

N° 52 - 2017

Appréciation de la compétitivité prix de l'économie tunisienne

Yousr ZRIBI



Le présent document de travail est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.

Les résultats, interprétations et conclusions émises dans cette publication sont celles de l'auteur et ne devraient pas être attribués à l'ITCEQ, à sa Direction ou aux autorités de tutelle.

Cette note est réalisée à l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ) en 2016, au sein de la Direction Centrale de la compétitivité, par Mme Yousr ZRIBI et sous la direction de M^{me} Bakhta Mahmoud Ben Sassi.

Sommaire

Int	roduc	ction	4
I.	Evo	olution des déterminants de la compétitivité prix :	4
	1.	Evolution du taux d'inflation	4
	2.	La politique du taux d'intérêt	9
	3.	La politique de change	11
		a. Taux de change effectif vis-à-vis des principales devises de règle	
		échangesb. Taux de change effectif vis-à-vis des concurrents	
	4. 5.	Evolution des cours summand amunics	
II.		licateur synthétique de compétitivité prix dans les industries manufa	
	(ISC	CP)	20
	1.	Approche méthodologique	20
	2.	. Evolution de l'indice synthétique de compétitivité prix et de ses comp	osantes21
	г	a. Prix des concurrents	23
	t	b. Coûts salariaux unitaires dans les industries manufacturières(CSU).	23
Co	nclusi	ion	26
		aphie	

Introduction

Le renforcement de la position compétitive est tributaire de plusieurs déterminants ayant trait non seulement à la compétitivité structurelle, revêtant une importance particulière dans les nouvelles théories du commerce international, mais aussi à la compétitivité prix dont l'impact sur la stabilité macroéconomique et les équilibres globaux est substantiel. A ce propos, plusieurs études ont confirmé le rôle de la compétitivité prix dans la consolidation des performances commerciales et le renforcement de l'intégration à l'économie mondiale. En fait, l'émergence des pays d'Asie au cours des dernières décennies témoigne de l'importance de ce rôle.

Partant, le présent document s'intéresse à l'appréciation de la compétitivité prix de la Tunisie pour voir s'il existe encore des marges de progression dans ce domaine. Ceci est d'autant plus vraisemblable que la Tunisie est confrontée depuis la révolution à des défis majeurs liés notamment à la hausse des prix, à l'augmentation des coûts salariaux, au repli de la productivité, aux pertes de parts de marché, à la détérioration des équilibres interne et externe, à la faiblesse de l'investissement... etc. Partant, cette note sera axée, dans un premier temps, sur l'évolution des déterminants de la compétitivité prix et, dans une seconde étape, sur l'élaboration d'un indicateur synthétique de compétitivité prix et l'évolution de ses différentes composantes.

I. Evolution des déterminants de la compétitivité prix :

La compétitivité prix d'une nation reflète sa capacité de maintenir un avantage de prix/coûts par rapport aux produits étrangers. Elle dépend des prix des produits nationaux que ce soit sur le marché interne ou externe. Lesquels prix dépendent, à leur tour, du taux de change, du taux d'intérêt, des coûts salariaux, de la productivité du travail etc. d'où l'intérêt de suivre dans ce qui suit ces différents indicateurs¹.

I.1/ Evolution du taux d'inflation:

La maitrise de l'inflation conditionne, dans une large mesure, la compétitivité-prix d'une économie et pourrait affecter ses performances de long terme. En effet, elle

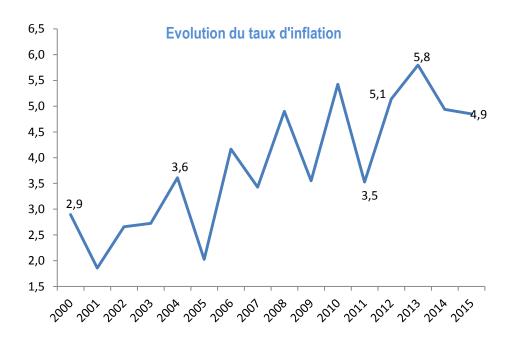
¹ Les déterminants de la compétitivité -Arnaud Parienty, Alternatives Economiques n° 329 - novembre 2013

aboutit à la réduction de l'incertitude et, par conséquent, à la facilitation des anticipations et à la prise de décisions appropriées par les agents économiques.

En fait, faut-il rappeler qu'une hausse de l'inflation se traduit par une augmentation des prix à l'exportation et pourrait nuire à la position compétitive du produit national. Ainsi et pour endiguer cette tension inflationniste, les autorités pourraient agir, entre autres, sur la politique du taux de change à travers la dépréciation de la monnaie faute d'une amélioration de la productivité.

Une inflation maitrisée entre 2000-2011 suivie d'une hausse remarquable en 2012 et 2013

L'examen de l'évolution de l'inflation au cours de la période 2000-2015 révèle qu'elle a été relativement maitrisée entre 2000-2011, ne dépassant pas la barre de 3.3% en moyenne par an. Force est de constater, également, qu'en dépit de la hausse des prix mondiaux des produits de base (énergie et produits alimentaires), le taux d'inflation s'est réduit en 2011 (3.5% contre 4.4% en 2010) et ce, grâce à l'intervention accrue de la caisse générale de compensation dont les dépenses de subvention ont doublé pour atteindre 2.8 milliards de dinars et se situer à 4.5% du PIB. Ce contrôle des prix s'est traduit par des pressions budgétaires importantes et à partir de juillet 2011, les mécanismes de soutien ont atteint leurs limites engendrant une augmentation du taux d'inflation.



Cette hausse du taux d'inflation s'est poursuivie en 2012 et 2013 atteignant des niveaux record, jamais enregistrés depuis 1995 (6.2%). Cette inflation élevée reflète une importante augmentation des prix des produits alimentaires², suite à l'insuffisance de l'offre de produits frais sur les marchés et à certaines perturbations au niveau de l'approvisionnement et des circuits de distribution. Il est à noter, en outre, que l'effet de la crise libyenne a été considérable sur l'évolution de l'inflation. D'une part, les exportations illégales à destination de ce pays ont entrainé une pénurie de plusieurs produits alimentaires de base. D'autre part, l'accès des milliers de refugiés au territoire national n'a fait qu'augmenter la demande.

Par ailleurs, d'autres facteurs en relation avec la révolution tunisienne pourraient expliquer cette tension inflationniste. En fait, les évènements qui ont accompagné la révolution en 2011 se sont traduits par une dégradation de la situation sécuritaire, une prolifération du secteur informel et l'instauration d'un nouveau rapport de forces, sur le plan social, aboutissant à des révisions disproportionnées des salaires.

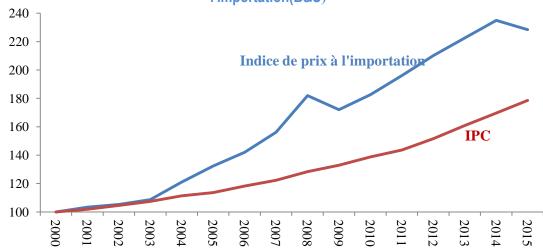
De plus, la politique monétaire préconisée par la BCT a aussi affecté l'évolution de l'inflation de deux manières :

 la dépréciation du dinar vis-à-vis des principales devises en particulier le dollar en 2012 et l'euro en 2013, a généré une augmentation de l'inflation à travers la hausse des prix à l'importation surtout celui de l'énergie durant la deuxième moitié de 2012.

_

² Selon l'INS, le poids de ces produits en 2010 représente 28% des dépenses de consommation des ménages.





Source: INS, Budget économique, compilation ITCEQ

i. la diminution du TMM en 2012, pour se retrouver à son plus bas niveau historique (soit 3.75% contre 4.43% et 4.03% en 2010 et 2011 respectivement), a affecté la liquidité bancaire. Ainsi et afin d'y remédier, la BCT a injecté de la monnaie, contribuant, ainsi, à stimuler l'inflation par la demande notamment dans un contexte d'offre de produits raréfiés³.

En 2014 et 2015, les prix des produits alimentaires et ceux des produits manufacturés ont connu une décélération de leur rythme de progression entrainant une légère réduction de l'inflation pour s'établir à 5.5% et 4.9% respectivement. Ces taux demeurent relativement élevés par rapport à ceux enregistrés au cours de la décennie 2000.

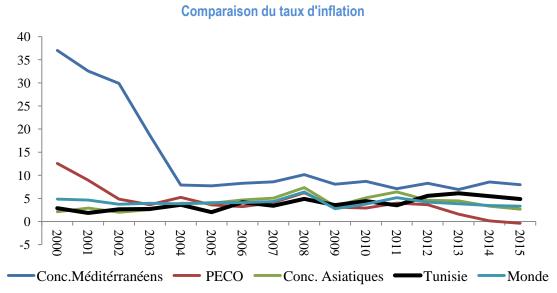
Evolution globalement haussière de l'inflation en Tunisie contre une baisse significative dans la majorité des pays concurrents

Dans une logique comparative, si le taux d'inflation en Tunisie est inférieur à ceux des concurrents en moyenne sur la période 2000-2015, il n'en demeure pas moins que les pays méditerranéens et les PECO ont consenti plus d'efforts pour maitriser leur inflation⁴ dont les taux, qui dépassaient largement celui de la Tunisie au début de la décennie 2000, se sont nettement réduits pour se rapprocher du niveau d'inflation mondial. Il est à noter que la

³- Voir « inflation en Tunisie entre perception et réalité dans un contexte de transition »-BAD avril 2012

⁴-Le taux d'inflation moyen pour un groupe de pays concurrents est calculé comme étant la somme des taux d'inflation de ses pays pondérés par leur part dans le total des dépenses de consommation finale des ménages du groupe en question.

forte réduction de l'inflation dans les pays méditerranéens depuis le début de la décennie 2000, est tirée essentiellement par celle de la Turquie et ce, grâce à une politique budgétaire rigoureuse, à des réformes structurelles et à des gains de productivité en plus de l'appréciation de sa monnaie.

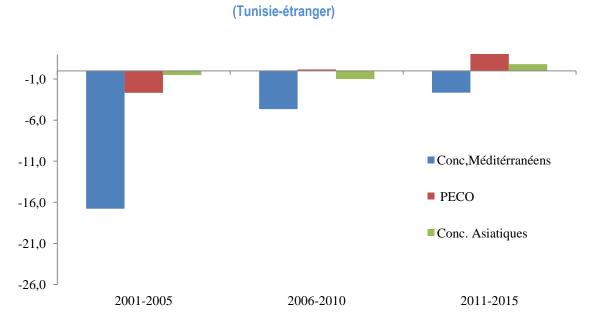


Source: FMI, Compilations ITCEQ

- Concurrents méditerranéens: Egypte, Maroc, Turquie.
- PECO : Bulgarie, Estonie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Lettonie, République Tchèque.

Différentiel du taux d'inflation

- Concurrents asiatiques : Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Philippines, Singapour, Thaïlande.



Au cours de la période post révolution, le niveau de l'inflation en Tunisie est supérieur à celui enregistré au niveau mondial, et s'avère relativement élevé par rapport aux PECO et aux concurrents asiatiques, ce qui traduit l'existence d'une marge de progression dans ce domaine moyennant l'amélioration de la productivité du travail, la maîtrise des circuits de distribution et l'engagement de mesures de politique économique et monétaire rigoureuses, comme il a été le cas durant les années 80 au cours desquelles ce taux a dépassé les 8%.

I.2/ La politique du taux d'intérêt:

Le taux d'intérêt conditionne doublement la compétitivité des entreprises en tant que composante de coûts et en tant que déterminant de l'investissement. Ainsi et dans ce cadre, l'on s'intéresse dans ce qui suit sur les principales actions menées par l'Etat pour relancer l'investissement notamment privé, caractérisé par un faible dynamisme au cours de la dernière décennie.

Un TMM nominal stable entre 2003-2008 mais plus flexible à partir de 2009

L'examen de l'évolution du TMM laisse déduire qu'en termes nominal, ce taux est resté stable autour de 5% entre 2003-2008, pour s'inscrire, par la suite, à la baisse jusqu'à 2012 (3.75% contre 5.22% en 2008) et ce, dans le but de soutenir l'investissement privé et d'alléger les charges financières des entreprises fortement touchées par une conjoncture nationale et internationale défavorable.

En termes réel⁵, l'évolution du TMM a été plus volatile avec une tendance générale à la baisse, passant de 4.1% en 2001 à -0.14% en 2015. Il est à constater que la baisse du TMM réel a été sensible en 2012 (-1.81% contre 0.5% en 2011) sous l'effet de la réduction qu'il a connue en termes nominal en plus du niveau remarquablement élevé du taux d'inflation au cours de cette année. A partir de 2013, ce taux a connu une hausse continue pour s'établir à -0.14% en 2015. Cette évolution traduit d'après les travaux de la banque centrale « la convergence du TMM vers le taux directeur de la BCT en relation avec la diversification des instruments d'intervention de la Banque Centrale et l'injection des liquidités nécessaires pour réguler le marché monétaire⁶ ».

⁵ Approximé par la différence entre le taux d'intérêt nominal et le taux d'inflation (variation en % de l'IPC)

⁶ Voir « Evolution de la conjoncture économique (Année 2015) » BCT Janvier 2016

Evolution du TMM



Source: BCT, INS, compilation ITCEQ

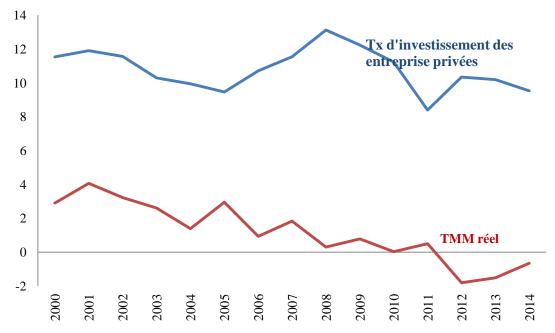
Par ailleurs, l'on s'intéresse, dans ce qui suit, à étudier l'impact de la politique du taux d'intérêt sur l'investissement privé sachant bien qu'une politique de taux d'intérêt réel faible, toute chose étant égale par ailleurs, vise la relance de l'investissement privé notamment si les entreprises se financent auprès du système bancaire. L'évolution de ces deux variables montre que cette relation est confirmée notamment à partir de 2005 comme l'illustre le graphique qui retrace la correspondance entre l'effort d'investissement des entreprises privées et le TMM réel. En fait, les entreprises sont d'autant plus incitées à investir que le coût du capital diminue et que leur profit augmente notamment dans un contexte de libéralisation accrue des échanges et d'accentuation de la concurrence.

Cependant, le suivi de l'évolution de ces deux variables laisse entrevoir que cette relation n'est pas, toujours, confirmée. En fait et dans le cas tunisien, il existe bien d'autres facteurs qui peuvent affecter beaucoup plus l'investissement des entreprises et ayant trait notamment à la demande et au climat des affaires dont l'impact a été mis en évidence dans plusieurs études⁷.

_

⁷ Voir « Etude sur l'investissement privé en Tunisie»- Mai 2016 ITCEQ et Rapport sur « le climat des affaires et la compétitivité des entreprises » ITCEQ

Taux d'investissement des entreprises privées et TMM réel



Source: INS, BCT, Compilation ITCEQ

Par ailleurs, il convient de signaler que si la politique de baisse du taux d'intérêt pourrait favoriser les investissements, elle pourrait être à l'encontre de l'évolution de l'épargne et favoriser la consommation; ce qui se traduirait par une augmentation de la demande intérieure et des pressions sur le solde commercial à travers la hausse des importations. De plus, cette politique ne permet pas de canaliser davantage l'épargne vers le système bancaire.

I.3/ La politique de change :

La politique de change constitue également un déterminant majeur de la stabilité du cadre macro-économique et de la compétitivité d'une économie et permet la réduction de l'incertitude pour les agents privés.

Compte tenu de la prédominance du dollar et de l'euro dans les règlements internationaux de la Tunisie avec des poids qui dépassent les 70% aussi bien pour les échanges que pour la dette extérieure, l'analyse de l'évolution du taux de change sera effectuée dans un premier temps par rapport à ces deux principales devises. Dans une seconde étape et dans l'objectif de consolider la compétitivité du produit national sur les marchés extérieurs, l'analyse du taux de change sera effectuée, par rapport aux monnaies des pays concurrents sur le marché de l'UE. Faut-il rappeler, dans ce cadre, que le choix de ces pays est effectué sur la base de la pression concurrentielle qu'exerce les différents pays sur les exportations tunisiennes dans ce

marché en plus de l'indice de similarité qui renseigne sur le degré de similarité entre les exportations tunisiennes et celles des autres pays sur ce même marché.

a. Taux de change effectif vis-à-vis des principales devises de règlement des échanges⁸

L'évolution du taux de change réel vis-à-vis des principales devises de règlement des échanges (dollar, euro) laisse entrevoir qu'en moyenne sur la période 2000-2015, la Tunisie a opté pour une politique de change favorisant la compétitivité des exportations. Le taux de change effectif réel (TCER) a, ainsi, augmenté de 1.5% en moyenne durant cette période suite à la dépréciation moyenne du dinar de 1.5% vis-à-vis de l'euro et de 1.6% vis-à-vis du dollar. L'analyse par sous période dégage des évolutions contrastées du taux de change entre ces deux principales devises. En effet, le dinar, en termes réel, s'est apprécié par rapport au dollar de 2.7% en moyenne par an durant la sous période 2002-2008, alors qu'il a connu une dépréciation vis-à-vis de l'euro (3.9% en moyenne par an). En revanche et durant la sous période 2009-2015, il s'est déprécié face au dollar américain contre une légère appréciation vis-à-vis de l'euro (3.4% et 0.7% en moyenne par an respectivement).

Evolution du taux de change réel 140 130 120 110 100 90 20000 2000 304 805 607 809 90 10 11 12 13 14 15

Source: Pacific exchange rate, BCT, compilation ITCEQ

⁸ - Taux de change en l'incertain (nombre de dinars pour une unité de devise étrangère)

Calcul du taux de change effectif réel (à l'incertain) de la Tunisie vis-à-vis des principales devises de règlement (TCER):

 $TCER: \pi \ (e_{tj} \ IPC_{j}/IPC \ _{Tunisie})^{lpha tj}$

Où:

 e_{tj} est l'indice du taux de change nominal du dinar coté à l'incertain et vis à vis de chacune des deux principales devise de règlement des échanges j, IPC_j et IPC _{Tunisie} représentent les indices de prix à la consommation dans les pays partenaires (zone euro et Etats Unis) et en Tunisie et α_{tj} est la structure des échanges de la Tunisie selon les deux principales devises de règlement (dollar et euro) avec $\sum \alpha_{tj} = 1$

Cette dépréciation du dinar a été plus importante, en termes nominal, suite essentiellement à une évolution de l'inflation en Tunisie plus accélérée que dans les Etats Unis et la Zone Euro.

Décomposition de la croissance du taux de change effectif réel a (en %)

	Nominal	Réel	Prix relatif ^b
2000	6,7	6,4	-0,3
2001	3,2	4,0	0,7
2002	1,8	1,1	-0,7
2003	0,0	-0,6	-0,5
2004	1,9	0,7	-1,2
2005	4,2	4,9	0,7
2006	3,1	1,6	-1,4
2007	0,9	0,0	-0,9
2008	-0,1	-1,4	-1,3
2009	6,5	2,9	-3,4
2010	3,3	-0,5	-3,6
2011	0,9	0,3	-0,6
2012	6,3	3,5	-2,7
2013	5,9	1,5	-4,2
2014	4,4	0,4	-3,8
2015	4,8	0,1	-4,5
2000-2015	3,3	1,5	-1,7
2000-2008	2,4	1,8	-0,5
2002-2008	1,7	0,9	-0,8
2009-2015	4,6	1,2	-3,2

Source: Pacific exchange rate, BCT, compilation ITCEQ

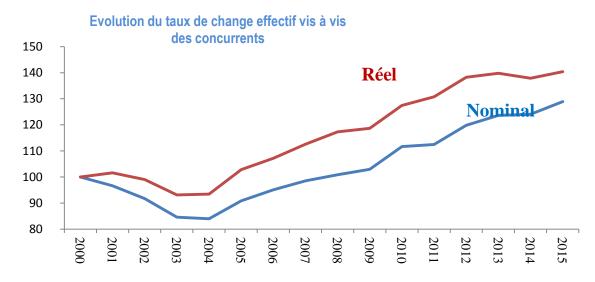
⁽a) : A l'incertain et vis-à-vis des deux principales devises de règlement des échanges (Dollar et Euro)

⁽b): Prix étranger/Prix Tunisie

En somme, il est à constater que si la politique de change s'est donnée l'objectif d'améliorer la compétitivité des exportations, une appréciation du dinar a été remarquablement perçue sur plusieurs années de la période notamment vis-à-vis du dollar.

b. Taux de change effectif vis-à-vis des concurrents⁹:

Le suivi de l'évolution du taux de change effectif vis-à-vis des concurrents laisse déduire que la Tunisie a opté pour une politique de change active consistant en des ajustements continus privilégiant l'objectif d'amélioration de la compétitivité des exportations. En effet, les estimations effectuées révèlent que suite à l'appréciation enregistrée entre 2001-2004, le dinar s'est globalement déprécié sur la période 2005-2015, par rapport aux monnaies des pays concurrents, soit au rythme annuel moyen de 3.1% en termes réel et de 2.2% en termes nominal.



Source: Pacific exchange rate, FMI, compilation ITCEQ

Calcul du taux de change effectif réel de la Tunisie vis-à-vis des concurrents (TCER):

TCER : Produit (e_{ti} IPC/IPC _{Tunisie}) atj

Où:

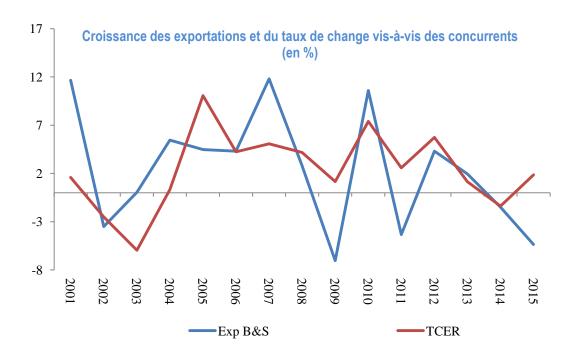
 e_{ij} est le taux de change nominal bilatéral entre la Tunisie et le concurrent j, IPC_j et $IPC_{Tunisie}$ sont les indices de prix à la consommation respectifs du concurrent j et de la Tunisie et α_{tj} est l'intensité de concurrence qu'exerce le concurrent j sur les exportations tunisiennes sur le marché de l'UE avec $\sum \alpha tj = 1$

⁹- Nombre de dinars pour une unité de devise étrangère, une hausse signifie une dépréciation du dinar et par la même une amélioration de la compétitivité

Le choix des pays concurrents retenus dans le calcul du taux de change effectif est basé sur les indicateurs de l'intensité de concurrence et de l'indicateur de similarité.

Pour la liste des pays concurrents, voir rapport « positionnement compétitif de l'économie tunisienne » ITCEQ 2016

Cette évolution du taux de change a contribué, toute chose étant égale par ailleurs, favorablement à la croissance du volume des exportations de biens et services. Le coefficient de corrélation entre ces deux variables est estimé à 90%.



En somme, il est à rappeler que si la dépréciation de la monnaie nationale pourrait promouvoir la compétitivité à l'exportation des produits nationaux, elle a aussi des effets adverses sur le niveau de la dette extérieure exprimée en monnaie locale ainsi que sur les importations et l'inflation. En fait et pour contrebalancer l'effet sur l'inflation, une politique de maîtrise des coûts de production est à rechercher. L'analyse s'intéressera dans ce qui suit à l'étude des coûts salariaux unitaires.

I.4/Evolution des coûts salariaux unitaires :

L'analyse des coûts de production est appréhendée, dans ce qui suit, à travers l'évolution du coût salarial unitaire (CSU), considéré comme indicateur clef de la compétitivité-prix. En effet et partant du fait que le tissu productif tunisien est prédominé par de petites et moyennes entreprises œuvrant dans un marché fortement concurrentiel, la structure des coûts est déterminante pour la rentabilité et la survie de ces entreprises ; raison pour laquelle l'analyse sera axée, dans ce qui suit, sur l'indicateur de coût salarial unitaire nominal, le plus utilisé pour évaluer la compétitivité coût.

Calcul du coût salarial unitaire

Le coût salarial unitaire nominal représente le coût du travail par unité de valeur ajoutée produite. Il est défini par le rapport entre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée en volume ou de manière équivalente le quotient du taux de salaire nominal et de la productivité du travail.

$$CSU_{nominal} = W/(VA_q) = wL/VA_q = w/(VA_q/L) = w/P_l$$

 $O\dot{u}$: $CSU_{nominal} = Co\hat{u}t$ salarial unitaire

W=rémunération totale des salariés (nominale)

w= taux de salaire nominal

L =emploi salarié

 VA_q = Valeur ajoutée en volume

 $P_l = VAQ/L = Productivité du travail$

Une hausse du CSU nominal résulte d'une évolution des salaires à un rythme plus accéléré que celui de la productivité.

Les investigations empiriques effectuées dans ce cadre, révèlent, qu'en moyenne sur la période 2000-2014, le CSU nominal varie entre 0.280 et 1.817 à travers les secteurs. Il s'avère le plus faible dans les autres services marchands et le BTP. En revanche, il est le plus élevé dans les mines et énergie, les industries chimiques le transport-télécommunication et les IME.

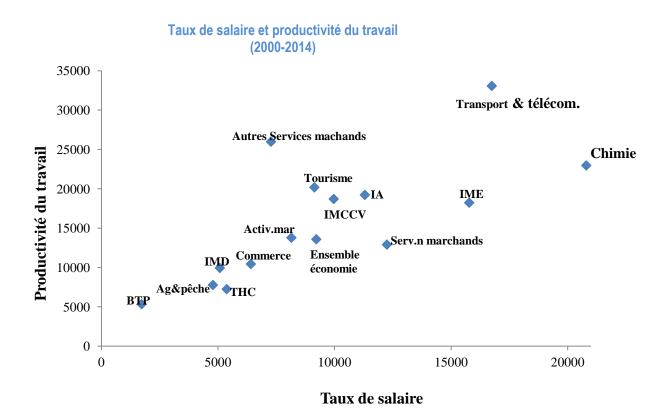
Coûts salariaux unitaires par secteur

	Moyenne (2000-2014)
Agriculture et Pêche	0,616
Industries manufacturières	0,759
Industries Agricoles & Alimentaires	0,588
Matériaux de Construction Céramique & Verres	0,533
Industries Mécaniques & Electriques	0,866
Industries Chimiques	0,906
Textiles, Habillement & Cuirs	0,742
Industries Manufacturières Diverses	0,512
Industries non manufacturières	0,632
Mines et énergie	1,817
Bâtiments & Génie Civile	0,324
Services Marchands	0,450
Commerce	0,615
Transport & télécommunications	0,506
Hôtels, Cafés, Restaurants	0,453
Autres services marchands	0,280
Activités marchandes	0,592
Activités non marchandes	0,949
Ensemble de l'économie	0,679

Source: INS, compilations ITCEQ

Plus le taux de salaire est élevé, plus le niveau de la productivité du travail est important

Dans ce même contexte et en croisant le niveau du taux de salaire nominal avec celui de la productivité du travail dans les différentes activités économiques, on constate une forte corrélation entre ces deux variantes (0.90). En d'autres termes, plus le taux de salaire est élevé dans une branche, plus le niveau de la productivité du travail y est important et inversement. Ceci est d'autant plus manifeste que les activités jouissant d'une forte productivité du travail ont, généralement, la part d'employés à niveau d'éducation supérieur la plus importante.



Une hausse du taux de salaire nominal à un rythme plus accéléré que celui de la productivité

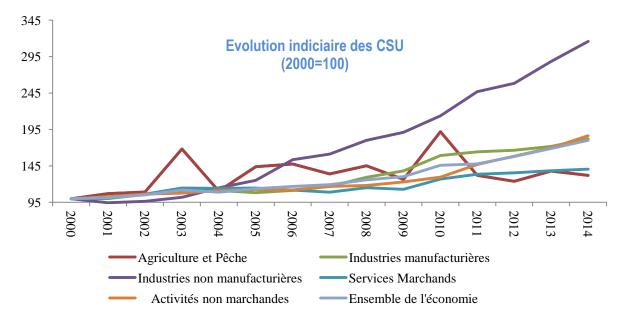
Dans ce même contexte et en termes d'évolution, les CSU ont enregistré, en moyenne sur la période 2000-2014, une hausse pour l'ensemble de l'économie (4.5%), suite à une augmentation du taux de salaire à un rythme beaucoup plus accéléré que celui de la productivité du travail (soit de 5.7% contre 1.2% respectivement). Cette évolution a été accentuée durant la période 2011-2014 au cours de laquelle la productivité du travail a accusé une baisse de 0.9% alors que le taux de salaire s'est élevé de 4.5%.

Evolution du coût salarial unitaire et de ses composantes par secteur

	Productivité du travail		Taux de salaire			CSU nominal			
	2000-2014	2007-2010	2011-2014	2000-2014	2007-2010	2011-2014	2000-2014	2007-2010	2011-2014
Agriculture et Pêche	2,0	-0,3	7,8	3,4	6,5	-1,8	1,4	6,8	-9,0
Industrie manufacturière	0,2	1,3	-1,6	4,7	10,7	1,8	4,5	9,3	3,4
IAA	0,6	1,5	-2,8	4,1	6,1	1,5	3,4	4,5	4,4
IMCCV	1,9	-1,0	4,3	4,6	8,1	0,7	2,6	9,2	-3,5
IME	0,6	5,2	-4,4	5,1	13,1	-0,6	4,5	7,5	4,0
THC	-0,1	2,8	-2,1	3,8	10,2	2,4	4,0	7,2	4,6
IMD	2,2	1,8	6,0	3,5	6,5	3,1	1,2	4,6	-2,7
Chimie	-5,0	-3,0	-10,2	2,4	4,5	4,1	7,8	7,8	15,9
Industrie non manufacturière	-1,1	-0,8	-5,0	9,1	7,7	4,7	10,3	8,6	10,3
Mines et énergie	-6,4	-1,3	-13,4	9,7	10,1	-3,2	17,2	11,5	11,8
BTP	2,0	-1,2	0,4	7,7	8,7	5,2	5,7	10,0	4,8
Services marchands	2,0	-1,2	0,4	4,3	6,8	2,8	2,3	8,0	2,4
Commerce	1,6	3,4	0,2	2,3	8,9	-1,0	0,7	5,2	-1,3
Tourisme	-0,9	0,9	-3,1	3,5	6,7	5,0	4,5	5,7	8,3
Transport & télécom,	-0,0	1,3	-1,0	6,0	6,8	2,9	6,1	5,4	3,9
Aut.services marchands	-0,9	0,9	-3,1	5,0	3,7	6,2	5,9	2,8	9,6
Services non marchands	1,3	1,6	0,3	6,3	7,9	8,0	4,9	6,1	7,6
Ensemble de l'économie	1,2	2,0	-0,9	5,7	7,9	4,5	4,5	5,7	5,4

Source: INS, Compilations ITCEQ

L'analyse sectorielle pour la période 2000 - 2014, montre une disparité de l'évolution des CSU nominaux entre les différentes activités économiques. Cette évolution s'avère relativement modérée au niveau du secteur agricole et des services marchands. En revanche, les coûts ont presque quadruplé dans les industries non manufacturières suite notamment à une hausse substantielle des taux de salaires dans les mines et énergies contre une baisse significative de la productivité.



I.5/Marge sur coût salarial unitaire:

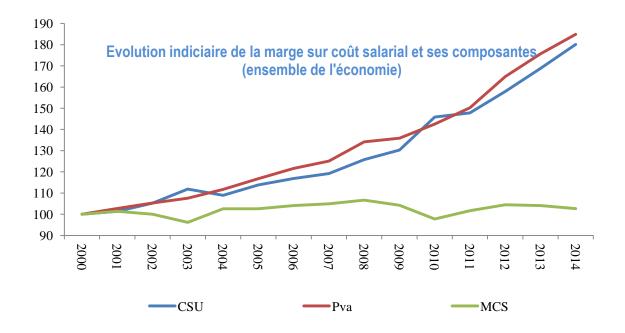
L'indicateur marge sur coût salarial unitaire est un indicateur de rentabilité par unité de valeur produite. Il indique ce qui reste à la branche d'activité du prix de la valeur ajoutée après avoir rémunéré le facteur travail.

Calcul de la marge sur coût salarial unitaire

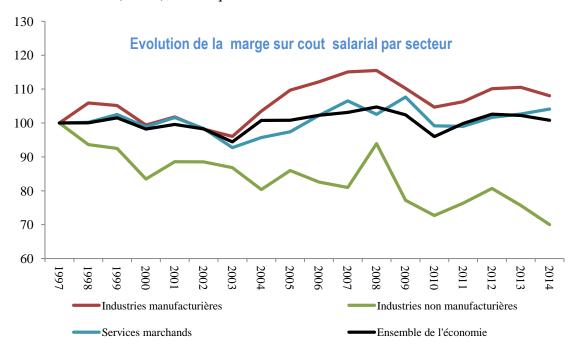
La marge sur coût salarial unitaire (M) est définie comme étant le rapport entre le prix de la valeur ajoutée (Pva) et le coût salarial unitaire (CSU) Soit :

$$M = P_{va}/CSU$$

L'évolution de cet indicateur, en moyenne sur la période 2000-2014, s'est caractérisée par une certaine stabilité au niveau de l'ensemble de l'économie, inhérente à une croissance du prix de la valeur ajoutée comparable à celle du coût salarial unitaire. Cependant, cette évolution a été marquée par des phases contrastées. Durant la période 2004-2008, la hausse des MCS a été favorisée essentiellement par le ralentissement de l'évolution des CSU alors que celle enregistrée en 2011 et 2012 s'explique essentiellement par l'augmentation du prix de la VA.



L'analyse sectorielle révèle des évolutions différenciées de cet indicateur. Ainsi et au cours de la période 2000-2014, une tendance légèrement haussière est perçue au niveau des industries manufacturières et des services marchands (aux rythmes de 0.5% et 0.2% en moyenne par an respectivement), due essentiellement à une hausse des prix de la VA à un rythme supérieur à celui des CSU. Cependant, une baisse est enregistrée au niveau des industries non manufacturières (-2.1%), conséquente à la hausse sensible des CSU dans ce secteur.



En somme, il convient de noter que la multiplicité des indicateurs susmentionnés et des différents résultats y afférents ne permettent pas de nous renseigner sur l'évolution de la compétitivité prix dans son ensemble. C'est ainsi que l'analyse s'attèlera dans ce qui suit sur l'élaboration d'un indicateur synthétique de compétitivité prix.

II- Indicateur synthétique de compétitivité prix dans les industries manufacturières(ISCP):

II/1 Approche méthodologique:

L'approche préconisée pour son élaboration est inspirée de celle développée par Krécké et Pieretti-1997¹⁰. Elle tient compte des deux sources de compétitivité externe et interne. En d'autres termes, l'indicateur compare les prix étrangers des concurrents exprimés en monnaie domestique au coût salarial unitaire domestique (CSU). Il s'écrit :

$$ISCP = \frac{e. P^*}{CSU}$$

_

¹⁰ Cellule de recherche en économie appliquée-Université du Luxembourg ((cf. Cahier Économique du Statec n°89 et la revue scientifique « Economie appliquée »).

Avec e : le taux de change de la monnaie étrangère vis-à-vis du dinar tunisien (nombre de dinars pour une unité de devise étrangère)

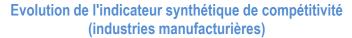
P*: les prix des concurrents exprimé en leur monnaie nationale

L'indicateur s'améliore si les prix étrangers exprimés en monnaie domestique augmentent et/ou le CSU diminue.

II/2 Evolution de l'indice synthétique de compétitivité prix et de ses composantes:

Une tendance généralement haussière de l'ISCP entre 2000-2014, d'où amélioration de la compétitivité prix

L'analyse empirique au niveau du secteur manufacturier montre que cet indicateur a connu globalement une tendance à la hausse sur la période 2000-2014 avec une croissance moyenne de 1.4%, synonyme d'une amélioration de la compétitivité prix. Cette évolution résulte d'une augmentation des prix des concurrents étrangers à un rythme plus rapide que celui des coûts salariaux unitaires en Tunisie (5.8% contre 4.4% en moyenne sur la période).

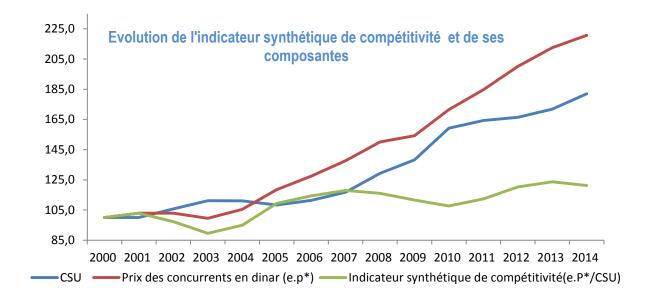




En dépit de cette évolution, une détérioration de la compétitivité prix est perçue sur plusieurs années de la période

Il convient, toutefois, de noter que cette évolution n'était pas régulière au fil du temps. En effet, elle s'est caractérisée par un profil ascendant entre 2004-2007 et 2011-2014, traduisant

une amélioration de la compétitivité prix dans les industries manufacturières, liée à une hausse plus accélérée des prix des concurrents. Les gains de compétitivité sont estimés à 18% entre 2000 et 2007 et à près de 14% depuis 2010. En revanche et durant les sous périodes 2001-2003 et 2008-2010, les conditions de compétitivité prix de l'industrie manufacturière se sont détériorées, comme l'illustre la tendance baissière de l'indicateur synthétique de compétitivité.



Les sources de cette évolution ne sont pas uniformes dans la mesure où :

- durant la première sous période (2001-2003), la baisse s'explique notamment par l'accroissement des pressions concurrentielles externes liées à la baisse des prix des concurrents étrangers exprimés en dinar tunisien.
- au cours de la seconde sous période (2008-2010), elle est attribuable essentiellement à la hausse significative des CSU domestiques (10.9%).

Evolution de l'ISCP et de ses composantes (en %)

	2001-2003	2004-2007	2008-2010	2011-2014
CSU	3,6	1,2	10,9	3,4
Prix des concurrents(en DT)	-0,2	8,5	7,6	6,5
ISCP	-3,6	7,1	-3,0	3,0

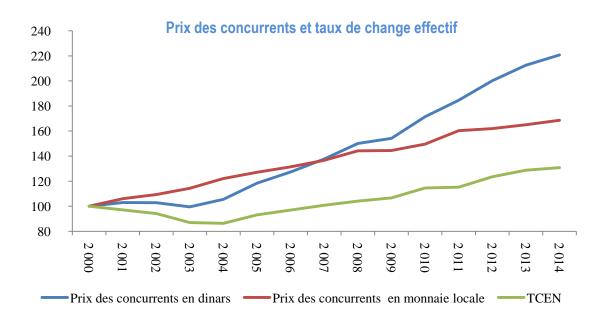
Source: INS, WDI, Compilation ITCEQ

Dans ce même contexte, de plus amples investigations ont été effectuées pour expliquer davantage la tendance de chacune des composantes de l'ISCP (prix des concurrents et CSU)

à travers le suivi des différentes variables qui les déterminent à savoir les prix des concurrents, le taux de change effectif, le taux de salaire et la productivité du travail.

a. Prix des concurrents¹¹:

Le prix des concurrents, exprimé en dinar tunisien, a connu une évolution croissante au rythme annuel moyen de 5.8% sur la période 2001-2014. Cependant l'on aperçoit une baisse exceptionnelle de ce prix entre 2001 et 2003 et qui s'explique essentiellement par une appréciation relativement importante du dinar tunisien face aux monnaies des concurrents (de l'ordre de 4.5% en moyenne par an).

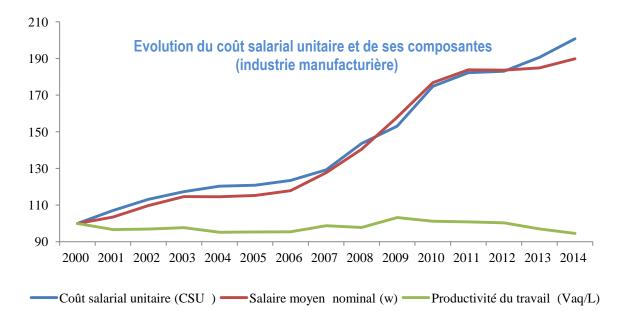


b. Coûts salariaux unitaires dans les industries manufacturières(CSU)

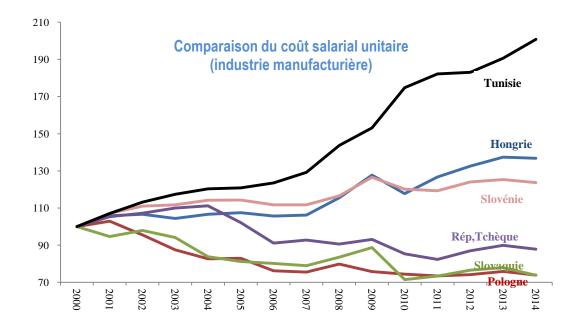
Augmentation des salaires face à une productivité structurellement faible

Le CSU au niveau du secteur manufacturier a connu une tendance à la hausse sur la période 2001-2014 au taux annuel moyen de 5.1%. Ceci s'explique par une augmentation du taux de salaire à un rythme relativement accéléré (4.7%) au moment où la productivité du travail connait une évolution structurellement faible voire même négative en moyenne durant cette période (-0.4%).

¹¹ Les concurrents retenus sont : Chine, Egypte, Inde, Hongrie, Maroc, Pologne, Thailande, Turquie République Tchèque et Roumanie.



Comparée à certains PECO, l'évolution des coûts salariaux unitaires de l'industrie manufacturière tunisienne s'avère nettement plus rapide. Certains pays, à savoir la Slovaquie, la Pologne et la République Tchèque présentent même une tendance à la baisse des CSU de leur industrie entre 2000-2014 (respectivement -2.2%, -2.1% et -0.9%,).



Par ailleurs, si cet indicateur présente l'avantage d'apprécier la compétitivité prix de l'économie tunisienne comparativement à certains pays concurrents, il permet de nous renseigner sur l'appréciation de la marge de manœuvre des producteurs nationaux en matière de fixation des prix domestiques. En fait, l'indicateur peut s'écrire comme étant le produit

d'un indicateur de marge M (marge sur coût salarial unitaire) et d'un indicateur de prix relatif ou taux de change effectif réel R:

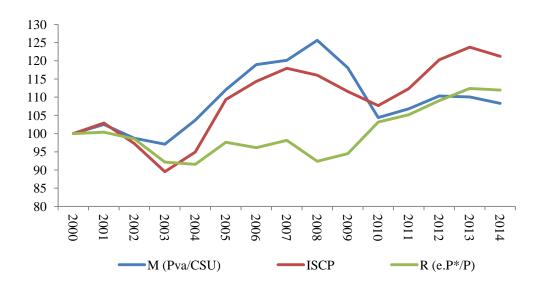
ISCP =
$$\frac{e.P^*}{P}$$
. $\frac{P}{CSU}$ = R.M avec $R = \frac{e.P^*}{P}$ et $M = \frac{P}{CSU}$

Le comportement des producteurs nationaux en matière de fixation des prix peut varier selon que la pression concurrentielle soit inhérente à une baisse des prix des concurrents et/ou à une hausse des coûts salariaux.

- Cas d'une pression concurrentielle due à une baisse des prix des concurrents (e.P*). Deux réactions extrêmes peuvent se présenter : i) si les producteurs sont faiblement autonomes en matière de fixation des prix domestiques, ils répercutent, généralement, toute modification des prix des concurrents sur leur propre marge afin de maintenir leur compétitivité prix (R); dans ce cas, on est dans une situation de « price-taker », ii) si les producteurs nationaux sont autonomes en matière de fixation des prix domestiques, ils peuvent assurer le maintien de leur marge (M) et l'amélioration de la compétitivité prix peut se faire par la baisse du prix relatif (eP*/p), dans ce cas on est dans une situation de « price-setter ».
- ✓ Cas d'une pression concurrentielle inhérente à une augmentation du coût salarial domestique : les producteurs qui ont la possibilité de répercuter cette hausse du coût salarial sur les prix peuvent maintenir leur marge. Au cas contraire, leur marge M sera ajustée à la baisse.

Les investigations empiriques effectuées dans ce cadre, telles qu'il ressort du graphique suivant, montrent que l'évolution de l'ISCP, pour les industries manufacturières, au cours de la période 2000-2014 est généralement en phase avec celle des marges sur coût salariaux ; ce qui témoigne d'une situation de « price taker ».

Décomposition de l'indicateur synthétique de compétitivité prix dans les industries manufacturières (en indicateur de marge et indicateur prix relatif)



En fait, l'on aperçoit durant la sous période 2008-2010 que l'accroissement significatif du coût salarial unitaire a été accompagné d'une augmentation relativement moins importante des prix (R) alors que la marge (M) a diminué sensiblement.

De telles investigations méritent d'être approfondies davantage moyennant une analyse plus affinée au niveau des différentes activités manufacturières et pourraient faire l'objet d'un travail futur.

Conclusion:

L'appréciation de la compétitivité prix de l'économie à travers l'analyse de l'évolution des différents indicateurs de la compétitivité prix depuis l'année 2000 fait ressortir les résultats suivants :

- La tendance généralement haussière de l'indicateur synthétique de compétitivité prix, synonyme d'une amélioration des conditions de compétitivité prix, les gains de compétitivité sont estimés à 18% entre 2000 et 2007 et à 13% depuis 2010
- La tendance haussière de l'indicateur synthétique de compétitivité prix ne doit pas occulter l'augmentation enregistrée en matière de coûts salariaux unitaires au niveau de la quasi-totalité des activités économiques et ce, suite à un accroissement du taux

de salaire à un rythme plus accéléré que celui de la productivité. Une telle évolution est nettement perçue durant la période post révolution durant la quelle la productivité a subi une baisse.

- L'inflation a été maitrisée sur la période 2000-2011 pour atteindre en 2012 et 2013 des niveaux jamais enregistrés depuis 1995 (6.2%).
- Le taux d'intérêt (TMM) a été très peu volatil entre 2000-2008 traduisant une certaine rigidité pour devenir plus flexible à partir de 2009.
- La politique du taux de change a privilégié la compétitivité des exportations.
- Les producteurs tunisiens sont généralement des « price taker » en matière de fixation des prix et répercutent l'augmentation des coûts salariaux unitaires sur les marges qui sont ajustées à la baisse.

Face à cette situation, il convient de noter l'existence d'une marge de progression importante pour améliorer la compétitivité prix, et ce à travers notamment :

- l'amélioration de la productivité du travail et la maîtrise des circuits de distribution afin de maitriser l'évolution des prix et des CSU,
- la recherche d'un taux de change d'équilibre qui permet de concilier entre la promotion des exportations et le maintien des équilibres globaux.

Bibliographie:

- Kaouther Abderrahim et Vincent Castel (2012) -BAD : « Inflation en Tunisie entre perception et réalité dans un contexte de transition »
- BINTENER, FRISING, OSIER, REIFF, ZAHLEN (2012) « Cahier économique n°
 114, rapport travail et cohésion sociale » Statec Luxembourg.
- Evariste LEFEUVE (2011) : « Sortir de l'euro ? Une idée dangereuse » .
- Rémi Bourgeot (2013) « Les coûts salariaux au sein de la zone euro : une relecture des divergences et de la stratégie de gestion de crise ».
- Moez LAJMI, Sihem EL KHADHRAOUI (2013) : « Modèle de prévision à moyen terme pour la Tunisie »
- BOURGAIN, PIERETTI, SCHULLER (2001) : «Compétitivité de l'économie luxembourgeoise» Cahier du CREA-Cunlux-Statec n° 93-02
- KRECKE C., P. PIERETTI (1997), « Degré de dépendance face aux prix étrangers d'un secteur exportateur d'un petit pays: une application à l'industrie luxembourgeoise », Economie Appliquée, tome L, no 4.
- Arnaud Parienty (2013) : « Les déterminants de la compétitivité / Alternatives Economiques n° 329 »
- BCT (2014): « Les mécanismes de transmissions de transition de la politique monétaire en Tunisie »
- BCT (Janvier 2016) : « Evolution de la conjoncture économique 2015 »
- « Etude sur l'investissement privé en Tunisie »- ITCEQ Mai 2016
- « Les mutations du comportement de consommation en Tunisie »-Sigma Dos Tunisie
 Mai 2013-Institut national de la consommation.